

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN — GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 96 — 1673

[C + 27452]

**25 JUILLET 1996. — Arrêté du Gouvernement wallon
établissant les règles de l'étude des incidences sur l'environnement
et de l'enquête publique relatives au plan des centres d'enfouissement technique**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, notamment les articles 25 et 26;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 24 mai 1996;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 juillet 1996;

Vu l'avis de la Commission des Déchets;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour le présent arrêté, on entend par :

1^o SPAQUE : la société publique constituée en exécution de l'article 39 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;
2^o personne agréée : la personne physique ou morale agréée en qualité d'auteur d'étude d'incidences, conformément à l'article 11 du décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne;

3^o Office : l'Office wallon des déchets;

4^o CRAT : l'institution visée à l'article 148 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

5^o Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable : l'institution visée par l'article 19 du décret du 21 avril 1994 relatif à la planification en matière d'environnement dans le cadre du développement durable.

Art. 2. La SPAQUE désigne pour chaque site repris au projet de plan des centres d'enfouissement technique approuvé par le Gouvernement la ou les personnes agréées chargées de réaliser l'étude des incidences sur l'environnement.

L'étude des incidences sur l'environnement est réalisée conformément au contenu type repris en annexe I.

Art. 3. § 1^{er}. Pour l'exercice de leurs missions, les agents de la SPAQUE et les personnes chargées de réaliser l'étude des incidences sur l'environnement sont autorisées à pénétrer dans les biens qui se situent sur et autour des sites repris au projet de plan et dont l'étude des incidences leur est confiée en application de l'article 2.

Ces personnes peuvent se faire accompagner d'experts techniques.

§ 2. Lorsque des études, analyses, prélevements ou travaux sont envisagés, la SPAQUE ou la personne agréée concernée informe, au moins quinze jours avant tout accès, au propriétaire des lieux, les périodes pendant lesquelles les opérations sont envisagées.

Au cas où le site est occupé par une tierce personne, le propriétaire qui reçoit la notification visée à l'alinéa précédent informe cette personne des opérations envisagées et transmet sans délai à la SPAQUE l'identité de celle-ci.

Art. 4. Dès que l'étude des incidences sur l'environnement est terminée, la SPAQUE détermine les sites pour lesquels l'implantation et l'exploitation d'un centre d'enfouissement technique sont susceptibles d'avoir des effets notables sur l'environnement d'une autre Région ou d'un autre Etat. Elle communique au Gouvernement la liste de ces sites avec l'identification de la Région ou de l'Etat concerné en même tant qu'elle lui transmet le projet de plan des centres d'enfouissement technique et l'étude des incidences.

La SPAQUE communique également au Gouvernement la liste des communes sur le territoire desquelles l'implantation et l'exploitation des sites mentionnés dans le projet de plan des centres d'enfouissement technique sont susceptibles d'avoir des effets.

Le Gouvernement informe les communes concernées après l'adoption provisoire du plan des centres d'enfouissement technique.

Art. 5. Le plan des centres d'enfouissement technique, arrêté provisoirement par le Gouvernement, accompagné de l'étude des incidences sur l'environnement et de la modification des plans de secteur visés, est soumis à enquête publique pendant une période de quarante-cinq jours débutant à la date fixée par le Gouvernement dans les communes visées à l'article 4, alinéa 2.

L'enquête publique est organisée selon les modalités prévues à l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 avril 1994 établissant les règles de l'enquête publique et de la consultation relatives à la planification d'environnement dans le cadre du développement durable.

L'avis public d'enquête prévu à l'article 3, 1^o, de l'arrêté précité du 21 avril 1994 est celui figurant à l'annexe II du présent arrêté.

Les communes concernées informent sans délai l'Office des dispositions qu'elles ont prises pour la bonne organisation de l'enquête. Elles lui communiquent notamment un certificat de début d'affichage de l'avis public d'enquête ainsi qu'une copie de l'annonce de l'enquête parue dans au moins deux journaux telle que prévue à l'article 3, 2^o, de l'arrêté précité du 21 avril 1994.

Art. 6. Dans les nonante jours de la clôture de l'enquête publique, la SPAQUE organise une réunion de concertation pour chacun des sites repris au projet de plan. La date et le lieu de cette réunion sont annoncés pendant dix jours par l'administration communale aux endroits habituels d'affichage suivant le modèle figurant à l'annexe III.

Peuvent prendre part à la réunion les représentants des instances ou personnes suivantes :

- 1° le Gouvernement;
- 2° la SPAQUE;
- 3° le conseil communal de chaque commune concernée;
- 4° les réclamants de chaque commune concernée.

Chacune des instances ou personnes visées à l'alinéa 2 peuvent se faire accompagner d'experts sans que le groupe concerné ne puisse dépasser sept personnes.

Au cas où le nombre de personnes excède celui visé à l'alinéa précédent, le bourgmestre de la commune concernée désigne celles qui sont habilitées à assister à la réunion.

La réunion de concertation est présidée par un représentant du Gouvernement.

Un procès-verbal de la réunion de concertation est établi par l'Office dans les dix jours suivant la tenue de celle-ci.

Art. 7. Le Gouvernement transmet pour avis le plan arrêté provisoirement et l'étude des incidences sur l'environnement à la CRAT et au Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable.

Ces instances rendent leur avis au Gouvernement dans un délai de quarante-cinq jours à dater de leur saisine. Le Gouvernement n'est pas tenu de prendre en considération les avis rentrés en dehors des délais fixés.

Art. 8. Le Ministre ayant l'environnement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.
Namur, le 25 juillet 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,

R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

G. LUTGEN

Annexe I

Contenu et forme de l'étude d'incidences

Phase 1 : Description du projet

- localisation du site;
- superficie;
- historique et description du site;
- capacité d'accueil;
- durée prévisionnelle d'exploitation;
- nature et flux des déchets;
- classe envisagée;
- situation au plan de secteur;
- situation juridique et réglementaire applicable au projet, autorisations existantes et antérieures;
- aménagements envisagés.

Phase 2 : Description de l'état actuel

2.1. Délimitation de la sphère d'influence du projet

2.2. Analyse de l'environnement actuel

2.2.1. Sol et sous-sol

- étude géologique régionale;
- étude géotechnique locale;
- caractérisation du sol (analyse);
- sensibilité du substrat géologique à la pollution des eaux.

2.2.2. Eaux souterraines

- hydrogéologie locale, caractérisation hydrodynamique avec simulation informatique;
- potentialités des aquifères;
- recensement des captages et situation par rapport aux zones de prise d'eau, de protection et de surveillance;
- diffusibilité des contaminants;
- étude hydrochimique;
- comparaison par rapport aux normes existantes : normes de potabilité, objectifs de qualité pour les eaux de surface ou souterraines.

2.2.3. Eaux de surface

- réseau hydrographique local;
- situation par rapport aux eaux de baignades, eaux piscicoles, gîtes conchyliologiques, réservoirs, ...
- particularités;
- régimes d'écoulement;
- étude hydrochimique et sédimentaire;
- comparaison par rapport aux normes existantes : normes de potabilité, objectifs de qualité pour les eaux de surface, eaux conchyliologiques;
- égouttages existants éventuels et exutoire de ceux-ci.

2.2.4. Air et climat

- qualité de l'air;
- écrans naturels, vents dominants, vallées encaissées, situation particulière.

2.2.5. Bruits et vibrations

- sources et niveaux actuels.

2.2.6. Faune

- situation par rapport aux zones protégées ou sensibles;
- biotope particulier;
- description des habitats et populations faunistiques;
- présence des éventuelles espèces rares ou menacées.

2.2.7. Flore

- situation par rapport aux zones protégées ou sensibles;
- biotope particulier;
- présence des éventuelles espèces rares ou menacées.

2.2.8. Biotopes aquatiques et palustres

- qualité des eaux de surface (indices biotiques, ...)
- description des berges;
- biocénoses;

- présence des éventuelles espèces rares ou menacées.

2.2.9. Paysage

- topographie du site;
- description du périmètre étudié dans l'ensemble du paysage local;
- vision du paysage, à partir du périmètre;
- vues du périmètre, à partir des alentours;
- photographies y correspondant;
- cartographie des principaux éléments paysagers bâtis et non bâtis;
- analyse et évaluation positive et négative des éléments paysagers.

2.2.10. Cadre bâti

- bâti environnant : cartographie et évaluation;
- carte des densités et pôles de développement.

2.2.11. Infrastructures de transport et communications

- réseau de communication existant, cartographie et évolution des caacités.

2.2.12. Cheminement

- Inventaire des cheminements et de leurs statuts, dans le périmètre et su les abords du site.

2.2.13. Site

- site historique et patrimonial;
- site culturel;
- site archéologique;
- site d'activité touristique.

Phase 3 : Analyse des impacts

Il s'agit ici d'identifier et d'évaluer les incidences du projet sur l'environnement et la santé humaine. On reprend point par point les domaines énumérés et analysés lors de la phase 2.

3.1. Estimation des incidences**3.1.1. Sol et sous-sol**

- risques d'érosion et d'abrasion de la couverture;
- contamination du sol et du sous-sol;
- risques de glissement de terrain et d'éboulement;
- risques liés aux tassemens réguliers et différentiels.

3.1.2. Eaux souterraines

- risques de contamination par les percolats;
- risques de pollutions ponctuelles;
- ressources en eaux potables;
- impact sur les prises d'eau.

3.1.3. Eaux de surface

- régime hydraulique - effet quantitatif;
- risques de contamination par les percolats - effet qualitatif;
- risques de contamination par les déchets vagabonds et l'avifaune.

3.1.4. Air

- impact des rejets gazeux : risques de pollution atmosphérique et nuisances olfactives.

3.1.5. Bruits et vibrations (y compris le long des voies d'accès)

- phase d'aménagement;
- charroi;
- engins de chantier et installations connexes (station d'épuration, torchères);
- avifaune.

3.1.6. Faune

- altérations et pertes d'habitats faunistiques;
- substitution au sein d'un complexe;
- incidences sur la faune protégée.

3.1.7. Flore

- altérations et pertes d'écosystèmes;
- substitution au sein d'un écosystème.

3.1.8. Biotopes aquatiques et palustres

- altérations de l'écosystème aquatique;
- substitution au sein d'un écosystème.

3.1.9. Paysage

- analyse générale de l'impact du projet (modification de relief du sol, dépôts et dépendances) dans le cadre perçu et sur le paysage local.

3.1.10. Cadre bâti

- relation du projet avec l'agglomération existante et les propriétés riveraines (liaison-isolement-continuité-compatibilité);
- compatibilité avec les schémas de développement éventuels, avec les équipements et l'infrastructure existante.

3.1.11. Infrastructures

- capacité d'accueil des infrastructures existantes eu égard aux surcharges du projet au niveau du réseau de communication.

3.1.12. Site

- localisation du projet par rapport à d'autres activités humaines susceptibles de subir les effets de l'exploitation du CET.

3.1.13. Cheminement

- aménagement de cheminements nouveaux, éventuellement accessibles au public, destruction ou privatisation de cheminements existants;
- effet du charroi supplémentaire prévisible. Impact positif ou négatif sur la circulation locale. Nouvelles voiries de transit, surcharge de voiries existantes.

3.2. Evaluation globale des incidences et des modifications apportées à l'état actuel.**Phase 4 : Recommandations**

Recommandations des mesures principales visant à prévenir, réduire et si possible compenser les effets négatifs importants sur l'environnement.

Phase 5 : Résumé non technique

Ce rapport a pour objet essentiel de réaliser un document accessible et compréhensible pour un public non averti et devra favoriser la participation des citoyens à l'enquête publique.

Il fera état de la méthodologie adoptée par l'auteur d'études et comportera un maximum de documents cartographiques et photographiques traduisant l'étude dont le contenu est décrit ci-avant.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 juillet 1996 établissant les règles de l'étude des incidences sur l'environnement et de l'enquête publique relatives au plan des centres d'enfouissement technique.

Namur, le 25 juillet 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,

R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

G. LUTGEN

Annexe II**Avis à la population**

L'administration communale de informe la population qu'en vertu de l'article 26 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 juillet 1996 établissant les règles de l'évaluation des incidences sur l'environnement et de l'enquête publique relatives au plan des centres d'enfouissement technique et conformément à la décision du Gouvernement wallon du, le Ministre de l'Environnement pour la Région wallonne a soumis à une enquête publique le plan des centres d'enfouissement technique arrêté provisoirement accompagné de l'étude des incidences sur l'environnement et de la modification des plans de secteurs concernés pendant une période allant du au

La population est invitée à :

1. consulter le dossier soumis à enquête publique à l'adresse suivante :
2. introduire par écrit ses observations à l'administration communale et ce à l'adresse suivante : avant le :

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 juillet 1996 établissant les règles de l'étude des incidences sur l'environnement et de l'enquête publique relatives au plan des centres d'enfouissement technique.

Namur, le 25 juillet 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,

R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

G. LUTGEN

Annexe III

Avis à la population

L'administration communale de informe la population qu'en vertu de l'article 26 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 juillet 1996 établissant les règles de l'évaluation des incidences sur l'environnement et de l'enquête publique relative au plan des centres d'enfouissement technique et conformément à la décision du Gouvernement wallon du, le Ministre de l'Environnement pour la Région wallonne a soumis à une enquête publique le plan des centres d'enfouissement technique arrêté provisoirement accompagné de l'étude des incidences sur l'environnement et de la modification des plans de secteurs concernés pendant une période allant du au

Suite à cette enquête publique, et conformément à l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 juillet 1996 précité, la SPAQUE informe qu'elle organise une réunion de concertation le au

Peuvent prendre part à cette réunion les représentants des instances ou personnes suivantes :

1. le Gouvernement;
2. la SPAQUE;
- 3° le conseil communal de la commune de
4. les réclamants de la commune de

Chacune des instances ou personnes visées à l'alinéa précédent peuvent se faire accompagner d'experts sans que le groupe concerné ne puisse dépasser sept personnes.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 juillet 1996 établissant les règles de l'étude des incidences sur l'environnement et de l'enquête publique relatives au plan des centres d'enfouissement technique.

Namur, le 25 juillet 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,

R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

[C - 27452]

D. 96 — 1673

**25. JULI 1996 — Erlaß der Wallonischen Regierung
zur Festlegung der Regeln für die Umweltverträglichkeitsprüfung und die öffentliche Untersuchung
bezüglich des Plans der technischen Vergrabungszentren**

Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, insbesondere der Artikel 25 und 26;
Aufgrund des am 24. Mai 1996 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;
Aufgrund des am 4. Juli 1996 abgegebenen Einverständnisses des Ministers der Haushalte;
Aufgrund des Gutachtens der "Commission des Déchets" (Abfallkommission);
Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;
Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätzung und der Landwirtschaft,

Beschließt die Wallonische Regierung:

Artikel 1 - Für den vorliegenden Erlaß gelten folgende Definitionen:

1° SPAQUE: die in Ausführung von Artikel 39 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle errichtete öffentliche Gesellschaft;

2° zugelassene Person: die natürliche oder juristische Person, die gemäß Artikel 11 des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region zugelassen wird;

3° Amt: das "Office wallon des déchets" (Wallonisches Amt für Abfälle);

4° CRAT: die in Artikel 148 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe erwähnte Einrichtung;

5° "Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable" (Wallonischer Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung); die in Artikel 19 des Dekrets vom 21. April 1994 zur umweltspezifischen Planung im Rahmen einer nachhaltigen Entwicklung erwähnte Einrichtung.

Art. 2 - Die "SPAQUE" bezeichnet für jeden Standort, der im von der Regierung genehmigten Planentwurf der technischen Vergrabungszentren erwähnt wird, die zugelassene(n) Person(en), die mit der Umweltverträglichkeitsprüfung beauftragt ist bzw. sind.

Die Umweltverträglichkeitsprüfung wird gemäß dem standardmäßig festgelegten Inhalt der Anlage I ausgeführt.

Art. 3 - § 1. Für die Ausübung ihrer Aufgaben werden die Bediensteten der "SPAQUE" und die mit der Umweltverträglichkeitsprüfung beauftragten Personen befugt, die Güter zu betreten, die sich auf den Standorten, die im Planentwurf erwähnt sind und deren Verträglichkeitsprüfung ihnen in Anwendung von Artikel 2 anvertraut wird, oder in deren unmittelbaren Umgebung, zu begeben.

Diese Personen können technische Sachverständigen mitnehmen.

§ 2. Wenn Studien, Analysen, Probeentnahmen oder Arbeiten vorgesehen sind, teilt die "SPAQUE" oder die betroffene zugelassene Person dem Eigentümer des Standorts mindestens 15 Tage vor jedem Zugang die Periode mit, während deren diese Vorgänge vorgesehen sind.

Falls der Standort durch eine Drittperson besetzt wird, informiert der Eigentümer, der die im vorstehenden Absatz erwähnte Mitteilung erhält, sie über die geplanten Vorgänge und übermittelt der "SPAQUE" unverzüglich die Personalien dieser Person.

Art. 4 - Sofort nach der Erledigung der Umweltverträglichkeitsprüfung bestimmt die "SPAQUE" die Standorte, wo die Ansiedlung und der Betrieb eines technischen Vergrabungszentrums spürbare Auswirkungen auf die Umwelt in einer anderen Region oder einem anderen Staat haben könnten. Sie teilt der Regierung ein Verzeichnis dieser Standorte mit der Identifizierung der betroffenen Region bzw. des betroffenen Staates mit und sie übermittelt ihr gleichzeitig den Planentwurf der technischen Vergrabungszentren und die Umweltverträglichkeitsprüfung.

Die SPAQUE übermittelt ebenfalls der Regierung das Verzeichnis der Gemeinden, auf deren Gebiet die Ansiedlung und der Betrieb eines im Planentwurf der technischen Vergrabungszentren verzeichneten Standorts Auswirkungen haben könnte.

Die Regierung informiert die betroffenen Gemeinden nach der vorläufigen Annahme des Plans der technischen Vergrabungszentren.

Art. 5 - Der Plan der technischen Vergrabungszentren, der von der Regierung vorläufig angenommen worden ist, und der mit der Umweltverträglichkeitsprüfung und der Abänderung der betroffenen Sektorenpläne versehen ist, wird während einer Periode von fünfundvierzig Tagen ab dem von der Regierung festgelegten Datum in den in Artikel 4, Absatz 2 erwähnten Gemeinden einer öffentlichen Untersuchung unterworfen.

Diese öffentliche Untersuchung wird nach den Modalitäten organisiert, die in Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. April 1994 zur Festlegung der Regelungen für die öffentliche Untersuchung und die Konsultation zur Umweltplanung im Rahmen einer dauerhaften Entwicklung festgelegt sind.

Die in Artikel 3, 1° des vorerwähnten Erlasses vom 21. April 1994 angeführte Bekanntmachung der öffentlichen Untersuchung wird gemäß der Anlage II zum vorliegenden Erlass aufgestellt.

Die betroffenen Gemeinden informieren das Amt unmittelbar über die Maßnahmen, die sie zur Gewährleistung eines reibungslosen Ablaufs der Untersuchung getroffen haben. Sie übermitteln ihm u.a. eine Bescheinigung des Beginns des Anbringens der Mitteilungsplakate der öffentlichen Untersuchung sowie eine Abschrift der Anzeige über die Untersuchung, die in wenigstens zwei Tageszeitungen veröffentlicht wurde und die in Artikel 3, 2°, des vorerwähnten Erlasses vom 21. April 1994 angeführt wird.

Art. 6 - Innerhalb von neunzig Tagen nach Abschluß der öffentlichen Untersuchung organisiert die "SPAQUE" eine Konzertierungsversammlung für jeden der im Planentwurf angeführten Standorte. Versammlungsdatum und -ort werden während zehn Tagen von der Gemeindeverwaltung an den gewöhnlichen Mitteilungsstandorten gemäß dem in Anhang III angeführten Modell veröffentlicht.

Die Vertreter der folgenden Instanzen und die folgenden Personen sind berechtigt, an der Versammlung teilzunehmen:

- 1° die Regierung;
- 2° die "SPAQUE";
- 3° der Gemeinderat jeder betroffenen Gemeinde;
- 4° die Beschwerdeführer jeder betroffenen Gemeinde.

Jede der in Absatz 2 erwähnten Instanzen oder Personen ist berechtigt, Sachverständige mitzunehmen, ohne daß die betroffene Gruppe sieben Personen überschreiten darf.

Sollte die Zahl der Personen, die im vorangeführten Absatz festgelegte Zahl überschreiten, bestimmt der Bürgermeister der betroffenen Gemeinden die Personen, die berechtigt sind, an der Versammlung teilzunehmen.

Die Konzertierungsversammlung wird von einem Vertreter der Regierung geführt.

Ein Protokoll der Konzertierungsversammlung wird innerhalb von zehn Tagen nach deren Abhaltung durch das Amt abgefaßt.

Art. 7 - Die Regierung übermittelt dem "CRAT" und dem "Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable" den vorläufig angenommenen Plan und die Umweltverträglichkeitsprüfung mit einer Bitte zur Stellungnahme.

Diese Instanzen geben ihr Gutachten an die Regierung innerhalb einer Frist von fünfundvierzig Tagen nach ihrer Anrufung ab. Die Regierung ist nicht verpflichtet, die außer den festgelegten Fristen abgegebenen Gutachten in Betracht zu nehmen.

Art. 8 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Art. 9 - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.
Namur, den 25. Juli 1996

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätzung und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

Anlage I

Inhalt und Form der Umweltverträglichkeitsprüfung

Phase 1. Beschreibung des Entwurfs

- Lokalisierung des Standorts;
- Fläche;
- geschichtlicher Überblick und Beschreibung des Standorts;
- Aufnahmevermögen;
- vorgesehene Betriebsdauer;
- Natur der Abfälle und Ablauf der Abfallströme;

- vorhergesehene Klasse;
 - Lage im Sektorenplan;
 - auf den Entwurf anwendbare gesetzliche und ordnungsmäßige Lage; vorhandene und vorherige Genehmigungen;
 - geplante Einrichtungen.
- Phase 2. Beschreibung des aktuellen Zustands
- 2.1. Begrenzung des Einflußbereichs des Entwurfs
 - 2.2. Analyse der aktuellen Umwelt
 - 2.2.1. Grund und Untergrund
 - regionale geologische Untersuchung;
 - örtliche geotechnische Untersuchung;
 - Charakteristik des Bodens;
 - Empfindlichkeit der geologischen Unterschicht gegen Wasserverschmutzung.
 - 2.2.2. Grundwasser
 - örtliche hydrogeologische Untersuchung, hydrodynamische Merkmale mit Computersimulation;
 - Potentialitäten der Grundwasserleiter;
 - Bestandsaufnahme der Grundwasseraufnahmen und Lage im Vergleich zu den Wasserentnahm-, Schutz- und Überwachungsgebieten;
 - Verbreitungsfähigkeit der verunreinigenden Stoffe;
 - hydrochemische Untersuchung;
 - Vergleiche mit den vorhandenen Normen : Genießbarkeitsnormen, Qualitätsziele für das Oberflächen- bzw. Grundwasser.
 - 2.2.3. Oberflächenwasser
 - örtliches Flusßnetz;
 - Lage im Vergleich zu den Bade- und Fischgewässern, Muschelstätten, Becken,..;
 - Besonderheiten;
 - Abflußregime;
 - hydrochemische und sedimentäre Untersuchung;
 - Vergleiche mit den vorhandenen Normen : Genießbarkeitsnormen, Qualitätsziele für die Oberflächengewässer, Muschelgewässer;
 - eventuelle vorhandene Kanalisationen mit ihrem Ablauß.
 - 2.2.4. Luft und Klima
 - Luftqualität;
 - natürliche Wälle, vorherrschende Winde, eingeengte Täler, besondere Lagen.
 - 2.2.5. Lärm und Schwingungen
 - Quellen und aktueller Pegel.
 - 2.2.6. Fauna
 - Lage im Verhältnis zu den geschützten bzw. empfindlichen Gebieten;
 - besonderer Biotop;
 - Beschreibung des Lebensraums und der Tierpopulationen;
 - Vorhandensein von eventuellen seltenen oder gefährdeten Arten.
 - 2.2.7. Flora
 - Lage im Verhältnis zu den geschützten bzw. empfindlichen Gebieten;
 - besonderer Biotop;
 - Vorhandensein von eventuellen seltenen oder gefährdeten Arten.
 - 2.2.8. Wasser- und Sumpfbiotope
 - Qualität des Oberflächenwassers (biotische Hinweise,...);
 - Beschreibung der Ufer;
 - Biozönosen;
 - Vorhandensein von eventuellen seltenen oder gefährdeten Arten.
 - 2.2.9. Landschaft
 - Topographie des Standorts;
 - Beschreibung des untersuchten Bereichs in der Gesamtheit der örtlichen Landschaft;
 - Sicht der Landschaft vom Bereich aus;
 - Sicht des Bereichs von der Umgebung aus;
 - entsprechende Fotografien;
 - Kartographie der wesentlichen bebauten oder unbebauten landschaftlichen Bestandteile;
 - Analyse sowie positive und negative Bewertung der landschaftlichen Bestandteile.
 - 2.2.10. Bebauter Bereich
 - Bebauter Bereich in der Umgebung : Kartographie und Bewertung;
 - Karte der Bebauungsdichte und der Entwicklungsschwerpunkte.
 - 2.2.11. Transport- und Verbindungsinfrastrukturen
 - vorhandenes Verbindungsnetz, Kartographie und Entwicklung der Fähigkeiten.
 - 2.2.12. Annäherungswege Verzeichnis der Wege und ihres Status innerhalb und in der unmittelbaren Umgebung des Standortes.

2.2.13. Standortsmerkmale

- Historischer und patrimonialer Standort;
- Kulturstätte;
- Archäologische Stätte;
- Touristischer Standort.

Phase 3. Analyse der Auswirkungen

Es handelt sich darum, die Auswirkungen des Entwurfes auf die Umwelt und die menschliche Gesundheit zu identifizieren und zu bewerten. Die im Laufe der Phase 2 aufgezählten und analysierten Bereiche werden Punkt für Punkt wieder aufgenommen.

3.1. Einschätzung der Auswirkungen**3.1.1. Grund und Untergrund**

- Erosions- und Abrasionsrisiken der Oberschicht;
- Grund- und Untergrundverseuchung;
- Risiken von Erdrutsch und Felssturz;
- Mit einer gleichmäßigen und einer differentialen Bodensenkung verbundenen Risiken.

3.1.2. Grundwasser

- Risiken einer Verseuchung durch Perkolate;
- Risiken von punktuellen Verseuchungen;
- Trinkwasserbestände;
- Auswirkungen auf die Wasserfassungsstellen.

3.1.3. Oberflächenwasser

- hydraulische Strömung - quantitative Wirkung;
- Risiken einer Verseuchung durch Perkolate - qualitative Wirkung;
- Risiken einer Verseuchung durch vagabundierende Abfälle und durch Vögel.

3.1.4. Luft

- Wirkung der Gasausströmungen : Risiken einer Luftverseuchung und Geruchsbelästigung.

3.1.5. Lärm und Schwingungen (einschließlich den Zugangswegen entlang)

- Einrichtungsphase;
- Transport;
- Baumaschinen und Nebenanlagen (Kläranlage, Fachelköpfe);
- Vögel.

3.1.6. Fauna

- Verschlechterung und Verluste an Tierwohnräumen;
- Substitution innerhalb eines Komplexes;
- Auswirkungen auf die geschützte Fauna.

3.1.7. Flora

- Verschlechterung und Ökosystemverluste;
- Substitution innerhalb eines Ökosystems.

3.1.8. Wasser- und Sumpfbioptope

- Verschlechterung des Wasserökosystems;
- Substitution innerhalb eines Ökosystems.

3.1.9. Landschaft

- Allgemeine Analyse der Auswirkungen des Entwurfs (Abänderung der Bodengestaltung, Lager und Nebengebäude) auf den äußerlichen Aspekt des Bereichs und auf die örtliche Landschaft.

3.1.10. Bebauter Bereich

- Verhältnisse des Entwurfs mit der bestehenden Ortschaft und mit den anliegenden Besitzen (Verbindungen - Isolierung - Kontinuität - Vereinbarkeit);
- Vereinbarkeit mit den eventuellen bestehenden Entwicklungsschemen, mit den Ausrüstungen und mit der vorhandenen Infrastruktur.

3.1.11. Infrastrukturen

- Aufnahmefähigkeit der vorhandenen Infrastrukturen im Anbetracht der durch den Entwurf bedingte Überbelastung, was das Verbindungsnetz betrifft.

3.1.12. Standort

- Lokalisierung des Entwurfs im Verhältnis zu anderen menschlichen Aktivitäten, die den Auswirkungen des Betriebs des technischen Vergrabungszentrums ausgesetzt werden könnten.

3.1.13. Annäherungswegs

- Umbau von neuen Annäherungswegen, die eventuell der Öffentlichkeit zugänglich werden, Zerstörung oder Privatisierung von vorhandenen Wegen;
- Auswirkungen durch die vorhersehbare Zunahme des Fahrzeugverkehrs. Positive oder negative Auswirkungen auf den Ortsverkehr. Neue Durchfahrwege - Überbelastung der vorhandenen Wege.

3.2. Globaleinschätzung der Auswirkungen und der Abänderungen im Vergleich zum aktuellen Zustand**Phase 4. Empfehlungen**

Empfehlungen bezüglich der Hauptmaßnahmen zur Vorbeugung, Verringerung und, wenn es möglich ist, zum Ausgleich der wesentlichen negativen Auswirkungen auf die Umwelt.

Phase 5. Nichttechnische Zusammenfassung

Dieser Bericht hat wesentlich zum Ziel, ein für die nicht auf die technischen Aspekte spezialisierte Öffentlichkeit verständliches Dokument aufzustellen. Dieser Bericht wird ebenfalls die Teilnahme der Mitbürger an der öffentlichen Untersuchung fördern.

Er wird die vom Verträglichkeitsprüfer angenommene Methodologie angeben und möglichst viele kartographische und fotografische Dokumente enthalten, die die genannte Verträglichkeitsprüfung verdeutlichen.

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 25. Juli 1996 zur Festlegung der Regeln für die Umweltverträglichkeitsprüfung und die öffentliche Untersuchung bezüglich des Plans der technischen Vergrabungszentren beigelegt zu werden.

Namur, den 25. Juli 1996

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

Anlage II

Bekanntmachung an die Bevölkerung

Die Gemeindeverwaltung von gibt bekannt, daß gemäß Artikel 26 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle und dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 27. Juni 1996 zur Festlegung der Regeln für die Umweltverträglichkeitsprüfung und die öffentliche Untersuchung bezüglich des Plans der technischen Vergrabungszentren, sowie gemäß dem Beschuß der Wallonischen Regierung vom, der Minister der Umwelt den vorläufig angenommenen Plan der technischen Vergrabungszentren, der mit der Umweltverträglichkeitsprüfung und der Abänderung der betroffenen Sektorenpläne versehen ist, für den Zeitraum vombis zum zur öffentlichen Untersuchung vorlegt.

Die Bevölkerung wird aufgefordert:

1. an der folgenden Adresse: Einblick in die zur öffentlichen Untersuchung ausgelegte Akte zu nehmen;
2. Stellungnahmen schriftlich an die Gemeindeverwaltung an folgender Adresse: zu senden, und zwar vor dem

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 25. Juli 1996 zur Festlegung der Regeln für die Umweltverträglichkeitsprüfung und die öffentliche Untersuchung bezüglich des Plans der technischen Vergrabungszentren beigelegt zu werden.

Namur, den 25. Juli 1996

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft
G. LUTGEN

Anlage III

Bekanntmachung an die Bevölkerung

Die Gemeindeverwaltung von gibt bekannt, daß gemäß Artikel 26 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle und dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 25. Juli 1996 zur Festlegung der Regeln für die Umweltverträglichkeitsprüfung und die öffentliche Untersuchung bezüglich des Plans der technischen Vergrabungszentren, sowie gemäß dem Beschuß der Wallonischen Regierung vom, der Minister der Umwelt den vorläufig angenommenen Plan der technischen Vergrabungszentren, der mit der Umweltverträglichkeitsprüfung und der Abänderung der betroffenen Sektorenpläne versehen ist, für den Zeitraum vombis zum zur öffentlichen Untersuchung vorlegt.

Im Anschluß an diese öffentliche Untersuchung und gemäß Artikel 6 des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Juli 1996 teilt die "SPAQUE" mit, daß sie eine Konzertierungsversammlung am in organisiert.

Die Vertreter der folgenden Instanzen und die folgenden Personen sind berechtigt, an der Versammlung teilzunehmen:

- 1° die Regierung;
- 2° die "SPAQUE";
- 3° der Gemeinderat jeder betroffenen Gemeinde;
- 4° die Beschwerdeführer jeder betroffenen Gemeinde.

Jede der in dem vorerwähnten Absatz angeführten Instanzen oder Personen ist berechtigt, Sachverständige mitzunehmen, ohne daß die betroffene Gruppe sieben Personen überschreiten darf.

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 25. Juli 1996 zur Festlegung der Regeln für die Umweltverträglichkeitsprüfung und die öffentliche Untersuchung bezüglich des Plans der technischen Vergrabungszentren beigelegt zu werden.

Namur, den 25. Juli 1996

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

VERTALING
MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 96 — 1673

[C — 27452]

**25 JULI 1996. — Besluit van de Waalse Regering
tot vaststelling van de regels voor het milieueffectenonderzoek en het openbaar onderzoek
betreffende het plan voor centra voor technische ingraving**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, inzonderheid op de artikelen 25 en 26;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 24 mei 1996;

Gelet op het akkoord van de Minister van de Begroting, gegeven op 4 juli 1996;

Gelet op het advies van de Commissie voor afvalstoffen;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

Artikel 1. In dit besluit wordt verstaan onder :

1° "SPAQUE" : de openbare maatschappij opgericht overeenkomstig artikel 39 van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;

2° erkende persoon : de natuurlijke of rechtspersoon erkend als auteur van een milieueffectenonderzoek, overeenkomstig artikel 11 van het decreet van 11 september 1985 houdende organisatie van de milieueffectenbeoordeling in het Waalse Gewest;

3° Dienst : de "Office wallon des déchets" (Waalse Dienst voor afvalstoffen);

4° "CRAT" : de instelling bedoeld in artikel 148 van het Waalse wetboek van ruimtelijke ordening, stedebouw en patrimonium;

5° "Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable" (Waalse milieuraad voor de duurzame ontwikkeling) : de instelling waarvan sprake in artikel 19 van het decreet van 21 april 1994 betreffende de milieuplanning in het kader van de duurzame ontwikkeling.

Art. 2. Voor elke site opgenomen in het door de Regering goedgekeurde plan-ontwerp voor centra voor technische ingraving wijst de "SPAQUE" de met het milieueffectenonderzoek belaste erkende persoon (personen) aan.

Het milieueffectenonderzoek wordt verricht overeenkomstig de standaardinhoud van bijlage I.

Art. 3. § 1. In het kader van hun opdracht zijn de ambtenaren van de "SPAQUE" en de met het milieueffectenonderzoek belaste personen gemachtigd om de goederen op en rond de in het plan-ontwerp opgenomen sites te betreden waarvan het milieueffectenonderzoek hen overeenkomstig artikel 2 wordt toevertrouwd.

* Deze personen kunnen de hulp van technische deskundigen introepen.

§ 2. Wanneer onderzoeken, analyses, monsternemingen of werken voorzien zijn, stelt de "SPAQUE" of de betrokken erkende persoon de eigenaar van de site minstens veertien dagen op voorhand in kennis van de periode waarin ze zullen plaatsvinden.

Als de site door een derde wordt bezet, brengt de eigenaar die de in § 2 bedoelde kennisgeving ontvangt, voornoemde persoon op de hoogte van de geplande handelingen en stuurt hij zijn identiteit zo spoedig mogelijk aan de "SPAQUE".

Art. 4. Zodra het milieueffectenonderzoek verricht is, bepaalt de "SPAQUE" de sites waar de vestiging en de exploitatie van een centrum voor technische ingraving noemenswaardige effecten op het milieu van een ander Gewest of een andere Staat zouden kunnen hebben. Zij bezorgt de Regering de lijst van deze sites met de identificatie van het Gewest of van de betrokken Staat, samen met het plan-ontwerp voor centra voor technische ingraving en het effectenonderzoek.

De "SPAQUE" bezorgt de Regering tevens een lijst van de gemeenten op het grondgebied waarvan de vestiging en de exploitatie van de sites opgenomen in het plan-ontwerp voor centra voor technische ingraving een weerslag zouden kunnen hebben.

De Regering licht de betrokken gemeenten in na de voorlopige goedkeuring van het plan voor centra voor technische ingraving.

Art. 5. Het door de Regering voorlopig goedgekeurde plan voor centra voor technische ingraving, het milieueffectenonderzoek en de wijziging van de betrokken gewestplannen worden vanaf de door de Regering bepaalde datum gedurende vijfenvijftig dagen onderworpen aan een openbaar onderzoek in de in artikel 4, tweede lid, vermelde gemeenten.

Het openbaar onderzoek wordt gevoerd volgens de modaliteiten bedoeld in artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 21 april 1994 tot vaststelling van de regeling voor de terinzagelegging en raadpleging betreffende de milieuplanning in het kader van de duurzame ontwikkeling.

Het bericht van het openbaar onderzoek waarvan sprake in artikel 3, 1° van voormeld besluit wordt in bijlage II bij dit besluit weergegeven.

De betrokken gemeenten stellen de Dienst onmiddellijk in kennis van de maatregelen die zij genomen hebben met het oog op een vlot verloop van het onderzoek. Zij bezorgen hem o.a. een bewijs van de dag waarop het bericht van openbaar onderzoek werd aangepakt alsmede een afschrift van de aankondiging van het onderzoek, bekendgemaakt in ten minste twee dagbladen, zoals bepaald in artikel 3, 2° van voormeld besluit van 21 april 1994.

Art. 6. Binnen negentig dagen na sluiting van het openbaar onderzoek belegt de "SPAQUE" een overlegvergadering voor elke site die in het plan-ontwerp voorkomt. De datum en de plaats van de vergaderingen worden gedurende tien dagen door het gemeentebestuur aan de hand van het model in bijlage III op de gewone aanplakplaatsen aangekondigd.

Aan de vergadering kunnen deelnemen :

1° de vertegenwoordigers van de Regering;

2° de vertegenwoordigers van de "SPAQUE";

3° de gemeenteraad van elke betrokken gemeente;

4° de eisers van elke betrokken gemeente.

Elke deelnemer kan de hulp van deskundigen inroepen maar de betrokken groep mag niet meer dan 7 personen bevatten.

Bij overschrijding van dat aantal personen wijst de burgemeester van de betrokken gemeente de personen aan die de vergadering mogen bijwonen.

De overlegvergadering wordt door een vertegenwoordiger van de Regering voorgezeten.

De Dienst maakt binnen tien dagen proces-verbaal van de overlegvergadering op.

Art. 7. De Regering stuurt het voorlopig goedgekeurde plan en het milieueffectenonderzoek voor advies aan de "CRAT" en aan de Waalse milieuraad voor de duurzame ontwikkeling.

Deze instellingen brengen de Regering advies uit binnen vijfentachtig dagen na hun aanhangigmaking. De Regering is niet verplicht rekening te houden met adviezen die buiten de voorgeschreven termijn ingediend worden.

Art. 8. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Namen, 25 juli 1996.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

Bijlage I

Inhoud en vorm van het milieueffectenonderzoek

Fase 1 : Omschrijving van het ontwerp

- Lokalisatie van de site;
- Oppervlakte;
- Historiek en beschrijving van de site;
- Opslagcapaciteit;
- Geplande exploitatieduur;
- Aard en stroom van de afvalstoffen;
- Geplande klasse;
- Ligging in het gewestplan;
- Rechts- en reglementaire toestand toepasselijk op het ontwerp, bestaande en voormalige vergunningen;
- Geplande inrichtingen.

Fase 2 : Omschrijving van de huidige staat

2.1. Afbakening van de invloedssfeer van het ontwerp

2.2. Analyse van het huidige milieu

2.2.1. Grond en ondergrond

- Gewestelijk geologisch onderzoek;
- Plaatselijk geotechnisch onderzoek;
- Karakterisering van de grond (analyse);
- Gevoeligheid van de geologische onderlaag voor watervervuiling.

2.2.2. Grondwater

- Plaatselijke hydrogeologie, hydrodynamische karakterisering met computersimulatie;
- Potentialiteiten van de waterhoudende lagen;
- Inventarisatie van de waterwinningen en toestand m.b.t. de waterwin-, beschermings- en toezichtsgebieden;
- Verspreidbaarheid van de vervuilende stoffen;
- Hydrochemisch onderzoek;
- Vergelijking met de bestaande normen : drinkbaarheidsnormen, kwaliteitsdoelstellingen; voor oppervlakte- of grondwater.

2.2.3. Oppervlaktewater

- Plaatselijk hydrografisch net;
- Toestand m.b.t. zwem- en viswater, schelpdierplaatsen, reservoirs;
- Bijzonderheden;
- Afwateringsregimes;
- Hydrochemisch en sedimentair onderzoek;
- Vergelijking met de bestaande normen : drinkbaarheidsnormen, kwaliteitsdoelstellingen; voor oppervlakte- en schelpdierwater;
- Eventuele rioleringen en afvoer ervan.

2.2.4. Lucht en klimaat

- Luchtkwaliteit;
- Natuurlijke schermen, overheersende winden, ingesneden valleien, bijzondere toestand.

2.2.5. Lawaai en trillingen

- Oorsprong en huidige niveaus.

2.2.6. Fauna

- Toestand m.b.t. de beschermde of gevoelige gebieden;
- Bijzondere biotoop;
- Beschrijving van de woongebieden en de dierenbevolking;
- Aanwezigheid van eventuele zeldzame of bedreigde soorten.

2.2.7. Flora

- Toestand m.b.t. beschermde of gevoelige gebieden;
- Bijzondere biotoop;
- Aanwezigheid van eventuele zeldzame of bedreigde soorten.

2.2.8. Water- en moerasbiotopen

- Kwaliteit van het oppervlaktewater (biotische aanwijzingen,...);
- Beschrijving van de oevers;
- Biocoenosen;
- Aanwezigheid van eventuele zeldzame of bedreigde soorten.

2.2.9. Landschap

- Topografie van de site;
- Beschrijving van de omtrek onderzocht in het geheel van het plaatselijke landschap;
- Zicht op het landschap vanaf de omtrek;
- Zicht op het gebied vanaf de omgeving;
- Overeenstemmende foto's;
- Cartografie van de voornaamste bebouwde en onbebouwde landschappelijke elementen;
- Analyse en positieve en negatieve beoordeling van de landschappelijke elementen.

2.2.10. Bebouwde omgeving

- Omringende gebouwen : cartografie en beoordeling;
- Kaart met de bevolkingsdichtheid en de ontwikkelingspolen.

2.2.11. Vervoerinfrastructuur en communicaties

- Bestaand communicatienet, cartografie en ontwikkeling van de capaciteiten.

2.2.12. Toegangswegen

- Inventaris van de toegangswegen en statuut ervan in de omtrek en in de directe omgeving van de site.

2.2.13. Site

- Historische en patrimoniale site;
- Culturele site;
- Archeologische vindplaats;
- Toeristische plaats.

Fase 3 : Analyse van de effecten

De bedoeling is de effecten van het project op het milieu en op de gezondheid van de mens te onderzoeken en te beoordeelen. De in fase 2 opgesomde en geanalyseerde gebieden worden puntsgewijs nagegaan.

3.1. Beoordeling van de effecten**3.1.1. Grond en ondergrond**

- Gevaar voor erosie en abrasie van de bodemlaag;
- Grond- en ondergrondbesmetting;
- Gevaar voor grondverschuiving en aardstorting;
- Gevaar veroorzaakt door regelmatige en differentiële grondverzakkingen.

3.1.2. Grondwater

- Gevaar voor besmetting door percolaten;
- Gevaar voor punctuele vervuilingen;
- Voorraden drinkbaar water;
- Weerslag op de waterwinningen.

3.1.3. Oppervlaktewater

- Waterhuishouding - kwantitatief effect;
- Gevaar voor besmetting door percolaten -kwalitatief effect;
- Gevaar voor besmetting door zwerfvuil en vogelfauna.

3.1.4. Lucht

- Weerslag van gasemissies : gevaar voor luchtvervuiling en reukhinder.

3.1.5. Lawaai en trillingen (ook langs de toegangswegen)

- Inrichtingsfase;
- Vervoer;
- Bouwtuigen en installaties die erbij horen (zuiveringsinstallaties, gasfakkels);
- Vogelfauna.

3.1.6. Fauna

- Aantasting en verlies van faunagebieden;
- Substitutie binnen een complex;
- Effecten op de beschermde fauna.

3.1.7. Flora

- Aantasting en verlies van ecosystemen;
- Substitutie binnen een ecosysteem.

3.1.8. Water- en moerasbiotopen

- Verslechtering van het waterecosysteem;
- Substitutie binnen een ecosysteem.

3.1.9. Landschap

- Algemene analyse van de weerslag van het ontwerp (wijziging van het bodemrelief, opslagplaatsen en bijgebouwen) op het waargenomen kader en op het plaatselijke landschap.

3.1.10. Bebouwde omgeving

- Weerslag van het ontwerp op de bestaande agglomeratie en de aanliggende eigendommen (verbinding-afzondering-continuiteit verenigbaarheid);

- Verenigbaarheid met de eventuele ontwikkelingsschema's, de uitrusting en de bestaande infrastructuur.

3.1.11. Infrastructuur

- Opvangcapaciteit van de bestaande infrastructuur met inachtneming van de overbelastingen die het ontwerp met zich mee brengt voor het communicatienet.

3.1.12. Site

- Weerslag van het ontwerp op andere menselijke activiteiten die de effecten van de exploitatie van het centrum voor technische ingraving zouden kunnen ondergaan.

3.1.13. Toegangswegen

- Aanleg van nieuwe toegangswegen, eventueel toegankelijk voor het publiek, afschaffing of privatisering van de bestaande wegen;

- Weerslag van het voorzienbare bijkomende verkeer. Positieve of negatieve weerslag op het plaatselijk verkeer. Nieuwe doorvoerwegen, overbelasting van bestaande wegen.

3.2. Globale beoordeling van de effecten en van de wijzigingen in de huidige toestand

Fase 4 : Aanbevelingen

Belangrijke maatregelen om de voornaamste negatieve effecten op het milieu te voorkomen, te verminderen en, indien mogelijk, te compenseren.

Fase 5 : Niet-technische samenvatting

Dit verslag heeft als hoofddoel een duidelijk document ter beschikking van een onervaren publiek te stellen en moet de burger aansporen tot deelname aan het openbaar onderzoek.

Het maakt gewag van de door de auteur van onderzoeken gehanteerde methodologie en bevat een maximum aan cartografische en fotografische documenten ter verduidelijking van het onderzoek waarvan de inhoud hierboven wordt omschreven.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 25 juli 1996 tot vaststelling van de regels voor het milieueffectenonderzoek en het openbaar onderzoek betreffende het plan voor centra voor technische ingraving.

Namen, 25 juli 1996.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

Bijlage II

Bericht aan de bevolking

Het gemeentebestuur van ... deelt de bevolking mee dat de Minister van Leefmilieu het voorlopig goedgekeurde plan voor centra voor technische ingraving samen met het milieueffectenonderzoek en de wijziging van de betrokken gewestplannen van ... tot ... aan een openbaar onderzoek heeft onderworpen krachtens artikel 26 van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen en het besluit van de Waalse Regering van 25 juli 1996 tot vaststelling van de regels voor het milieueffectenonderzoek en het openbaar onderzoek betreffende het plan voor centra voor technische ingraving en overeenkomstig de beslissing van de Waalse Regering van

De bevolking wordt verzocht :

1° het aan openbaar onderzoek onderworpen dossier te raadplegen op volgend adres :

2° haar opmerkingen voor schriftelijk in te dienen bij het gemeentebestuur op volgend adres :

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 25 juli 1996 tot vaststelling van de regels voor het milieueffectenonderzoek en het openbaar onderzoek betreffende het plan voor centra voor technische ingraving

Namen, 25 juli 1996.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

Bijlage III

Bericht aan de bevolking

Het gemeentebestuur van deelt de bevolking mee dat de Minister van Leefmilieu het voorlopig goedgekeurde plan voor centra voor technische ingraving samen met het milieueffectenonderzoek en de wijziging van de betrokken gewestplannen van ... tot ... aan een openbaar onderzoek heeft onderworpen krachtens artikel 26 van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen en het besluit van de Waalse Regering van 25 juli 1996 tot vaststelling van de regels voor het milieueffectenonderzoek en het openbaar onderzoek betreffende het plan voor centra voor technische ingraving en overeenkomstig de beslissing van de Waalse Regering van

Naar aanleiding van dit openbaar onderzoek en overeenkomstig artikel 6 van voormeld besluit van de Waalse Regering van 25 juli 1996 deelt de "SPAQUE" mee dat zij op ... een overlegvergadering te ... belegt.

Aan de vergadering kunnen deelnemen :

- 1° de vertegenwoordigers van de Regering;
- 2° de vertegenwoordigers van de "SPAQUE";
- 3° de gemeenteraad van elke betrokken gemeente;
- 4° eisers van elke betrokken gemeente.

Elke deelnemer kan de hulp van deskundigen inroepen maar de betrokken groep mag niet meer dan 7 personen bevatten.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 25 juli 1996 tot vaststelling van de regels voor het milieueffectenonderzoek en het openbaar onderzoek betreffende het plan voor centra voor technische ingraving

Namen, 25 juli 1996.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

F. 96 — 1674

[C — 27451]

**25 JUILLET 1996. — Arrêté du Gouvernement wallon
fixant les délais relatifs à l'établissement de l'avant-projet de plan des centres d'ensouflement technique**

Le Gouvernement wallon,
Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et notamment son article 25;
Vu l'avis du Conseil d'Etat;
Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

- 1^e SPAQUE : la société publique constituée en exécution de l'article 39 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets.
- 2^e Personnes morales de droit public et de droit privé : les personnes visées aux articles 20, § 2, et 39 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets.

Art. 2. La SPAQUE est chargée de présenter au Gouvernement wallon, pour le 15 octobre 1996, un avant-projet de plan des centres d'ensouflement technique reprenant les sites susceptibles d'être affectés à l'implantation et à l'exploitation de centres d'ensouflement technique à l'exception des centres d'ensouflement technique réservés à l'usage exclusif du producteur des déchets.

Art. 3. L'avant-projet de plan des centres d'ensouflement technique est établi sur base des propositions faites par les personnes morales de droit public et de droit privé.

Toute proposition doit être adressée pour le 30 septembre 1996 en double exemplaire et par recommandé à l'adresse suivante : SPAQUE S.A., avenue Destréy, 7 à 4000 Liège.

Elle comprend :

- 1^e le nom et l'adresse du propriétaire du terrain, ainsi que le relevé cadastral concerné;
- 2^e la localisation du site sur carte 1/1000 si possible ou 1/10.000;
- 3^e une description et un historique sommaire du site;
- 4^e les données géologiques et hydrologiques sommaires;
- 5^e la liste des études éventuellement réalisées;
- 6^e des photographies représentatives du site.

Art. 4. Le Ministre ayant l'environnement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.
Namur, le 25 juillet 1996

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

D. 96 — 1674

[C — 27451]

**25. JULI 1996 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der für die Ausarbeitung
des Vorentwurfs des Plans der technischen Vergrabungszentren vorgesehenen Fristen**

Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, insbesondere des Artikels 25;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere Artikel 3, § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit;